

L'Adresse—M. Clark

Des voix: Bravo!

M. Clark: Bien qu'à grand peine, je retirerai les larmes que m'inspire la situation du parti libéral, pour déplorer surtout l'isolement et l'aveuglement du premier ministre et du gouvernement qui, loin de céder aux cris des Canadiens, ne les entendent même pas. Ce que je déplore, c'est qu'il va falloir supporter cette inaction pendant encore deux ans, jusqu'à ce que le premier ministre permette à l'électorat de se refaire un gouvernement neuf.

Beaucoup de Canadiens j'en suis sûr, trouvent comme moi une résonance particulièrement déplaisante à l'«opération justification». Par son nom même, elle montre bien que le gouvernement n'a pas compris l'ineptie de ses politiques. Il cherche à les justifier, au lieu de se demander ce qu'elles ont de foncièrement mauvais. Pour lui il n'y a qu'un problème, c'est qu'elles sont mal perçues. Autrement dit c'est la population qui a tort, mais pas le gouvernement.

Les dégoulinades de Toronto, et le discours savamment dénué de sens que nous avons entendu hier n'indiquent aucun changement d'orientation dans les politiques du gouvernement. Celui-ci cherche uniquement à faire avaler aux Canadiens des politiques qui sont manifestement inadaptées au Canada actuel. Il n'y a pas de programme. Dans les mois qui lui restent à courir sur son mandat, le gouvernement va se borner à faire des relations publiques. Pour notre malheur, cette campagne a commencé avec le discours du trône qu'on nous a servi hier.

Une voix: Vous êtes stérile.

M. Clark: En voilà un qui s'y connaît en fait de stérilité.

Des voix: Oh, oh!

● (1520)

M. Clark: Quiconque a lu le discours du trône présenté hier n'a pu s'empêcher, je pense, d'être abasourdi par l'audace, la hardiesse et l'imagination qui le caractérisent de toute évidence. Le gouvernement, entre autres initiatives brillantes, est disposé à accorder, dit-il, «une très haute priorité à l'instauration d'un meilleur climat de compréhension entre les Canadiens». Voilà un gouvernement courageux, audacieux et prévoyant!

Puis, toujours fidèle à lui-même, le gouvernement est prêt, et ce, sans la moindre hésitation ni la moindre crainte, à examiner les programmes fédéraux qui pourraient être transférés au secteur privé. Il s'agira là d'une examen audacieux et hardi.

Puis le gouvernement, enfin, se défile sur la question de la liberté de l'information, question soulevée par mon collègue le député de Peace River (M. Baldwin), faisant preuve d'une singulière désinvolture vis-à-vis de celui-ci et de la Chambre.

Des voix: Bravo!

[M. Clark.]

M. Clark: Il s'agit là d'une question dont nous pouvions, du moins le croyais-je, discuter sans crainte au Canada, car même l'ancien ministre des Finances luttait pour cette cause.

Une voix: Un ancien ministre des Finances.

M. Clark: Oui, un ancien ministre des Finances. J'ai supposé que l'ancien ministre, ex-député d'Ottawa-Carleton (M. Turner), ne faisait que répéter devant une assemblée publique une recommandation allant dans le sens d'une plus grande liberté de l'information, recommandation qu'il a vivement défendue devant ses collègues du cabinet pendant la longue période au cours de laquelle il a eu quelque influence sur les affaires du pays.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Nous avons cru qu'il s'agissait là au moins d'un domaine dans lequel on pourrait prendre les mesures qui s'imposent mais nous avons constaté qu'au lieu de proposer des mesures législatives, le gouvernement allait encore une fois présenter un autre Livre vert, une autre étude pour déterminer s'il est prudent ou non de divulguer aux Canadiens des renseignements concernant leur pays.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Cela étant dit, monsieur l'Orateur, il est clair que le gouvernement n'a jamais été plus entreprenant ni plus courageux que quand il s'est attaqué au problème épineux que soulève le rôle qu'il devait adopter dans l'économie canadienne. Le choix qui s'offrait au gouvernement était très difficile. D'une part, et je m'excuse de paraphraser, il existait des forces puissantes qui exigeaient une plus grande intervention, comme l'indique une affirmation que j'aimerais citer:

L'objectif consiste dans une société libre constituée d'hommes, de femmes et d'enfants... et les négociations collectives libres et le système de libre entreprise sont des outils dont nous avons décidé de nous servir pour atteindre ce but. Cependant, ce ne sont que des outils et s'ils ne donnent pas les résultats espérés, nous restreindrons dans une certaine mesure les négociations collectives ou nous imposerons des contraintes au système de libre marché...

Par ailleurs, on appuyait de façon tout aussi énergique le secteur privé, comme dans la déclaration suivante:

Notre atout le plus fort et le plus prometteur, c'est le moral des Canadiens, notre empressément à relever les défis difficiles, notre tradition d'indépendance et l'initiative individuelle.

Quel choix difficile pour le gouvernement! Songez aux tourments de quelqu'un qui doit choisir entre le Pierre Elliott Trudeau du mois d'avril et le Pierre Elliott Trudeau du mois d'octobre.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Imaginez le dilemme d'un gouvernement qui doit choisir entre son premier ministre et son premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Il l'a fait avec la candeur qui caractérise le libéralisme moderne. Le gouvernement a fait son choix et a opté carrément pour Keith Davey.

Des voix: Oh, oh!